

L'UFC-Que choisir dénonce les « marges exorbitantes » de la grande distribution sur les fruits et légumes bio

Selon l'association de consommateurs, 46 % du surcoût des produits issus de l'agriculture biologique est imputable aux marges des enseignes.

LE MONDE ECONOMIE | 29.08.2017 à 10h16 • Mis à jour le 30.08.2017 à 06h36 | Par Laurence Girard (/journaliste/laurence-girard/)



En 2016, les Français ont dépensé 7 milliards d'euros pour s'offrir une alimentation bio. GILLES TARGAT / PHOTO 12

Pour de nombreux consommateurs, l'achat de produits bio se fait lors de leurs emplettes en grande distribution. Pas sûr, toutefois, qu'ils y gagnent. Car, si les enseignes redoublent d'appétit pour ce marché en plein essor, elles y voient une manière d'ajouter du beurre à leurs épinards. L'UFC-Que choisir en fait la démonstration. Dans une étude, publiée mardi 29 août (<https://www.quechoisir.org/enquete-le-bio-vaut-il-vraiment-le-coup-n45448/>), l'association de consommateurs dénonce les « marges exorbitantes » de la grande distribution.

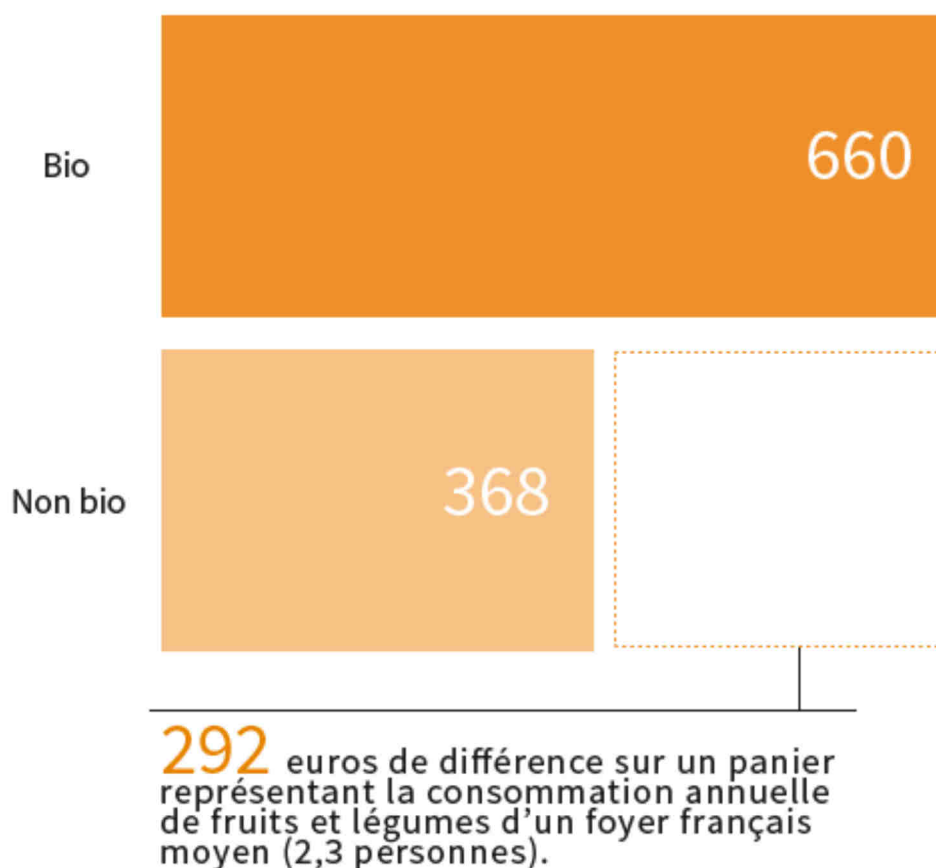
L'UFC s'est concentrée sur les fruits et légumes. Elle a sélectionné un panier de 24 produits représentatifs de la consommation des ménages français. Et s'est appuyée sur les données du Réseau des nouvelles des marchés (RNM), qui dépend de l'institut public FranceAgriMer.

Son verdict est sans appel. Selon ses calculs, les marges brutes de la grande distribution sont, en moyenne, deux fois plus élevées (+ 96 %) pour les produits bio que pour ceux issus de l'agriculture dite « conventionnelle ». L'écart de marge est particulièrement spectaculaire pour les deux produits frais les plus consommés dans ce rayon : + 145 % pour la tomate et + 163 % pour la pomme.

Offre de fruits et légumes frais « indigente »

Le prix du bio dopé par les marges des distributeurs

PRIX DU PANIER DE FRUITS ET LÉGUMES, PAR AN, EN EUROS



SOURCE : UFC-QUE CHOISIR INFOGRAPHIE LE MONDE

Infographie Le Monde

Lire aussi : L'agriculture bio en panne de financement ([/economie/article/2017/07/24/l-agriculture-bio-en-panne-de-financement_5164221_3234.html](http://economie/article/2017/07/24/l-agriculture-bio-en-panne-de-financement_5164221_3234.html))

L'association de consommateurs s'est interrogée sur les raisons de ce qu'elle qualifie de « *surmarges* ». Elle estime qu'un surcoût peut s'expliquer pour les fruits et légumes les plus périssables et sensibles aux manipulations, et pourrait justifier les marges brutes particulièrement élevées et supérieures de 171 % pour la pêche et de 161 % pour l'abricot par rapport au « conventionnel ».

Mais, quid du poireau, qui détient la palme, avec une surmarge de 191 %, ou de la pomme, connus pour leur résistance en rayon ? « *En l'absence d'autres justifications et pour des produits dont les modalités de mise en rayon sont identiques, cette différence de tarification pourrait être due à une politique opportuniste sur un marché de niche* », affirme l'UFC-Que choisir.

« *La grande distribution fait tout pour s'afficher en défenseur du bio. La confiance qu'elle souhaite installer auprès des consommateurs, à grand renfort de campagnes de communication, est mal placée. Le consommateur doit réfléchir à deux fois et varier ses sources d'approvisionnement* », estime Alain Bazot, président de l'UFC-Que choisir.

L'association met en exergue les publicités des enseignes, qui se targuent du prix, mais aussi de la disponibilité de leur offre de produits bio. Et bat en brèche cette image, après une visite de 1 541 magasins répartis sur le territoire. Elle juge l'offre de fruits et légumes frais « *indigente* ». Dans près d'un cas sur deux (43 %), elle a constaté qu'il était impossible de trouver en rayon à la fois des pommes et des tomates bio.

7 milliards d'euros dépensés dans l'alimentation bio

Lire aussi : L'appétit dévorant de la grande distribution pour le bio ([/economie/article/2016/11/14/l-appetit-devorant-de-la-grande-distribution-pour-le-bio_5030864_3234.html](http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2016/11/14/l-appetit-devorant-de-la-grande-distribution-pour-le-bio_5030864_3234.html))

Cette étude apporte un éclairage sur un marché qui suscite de nombreuses convoitises. En 2016, les Français, soucieux de l'incidence du contenu de leur assiette sur leur santé, mais aussi sur l'environnement, ont dépensé 7 milliards d'euros pour s'offrir une alimentation bio. Un montant en croissance de 20 %. Les grandes enseignes, premier canal de distribution, en contrôlent 42 %.

Or, souvent, l'argument du prix est mis en avant comme un frein au développement de ce marché. Même si l'association Familles rurales a constaté, à la fin d'août, une quasi-stabilité du prix des fruits (+ 0,1 %) et des légumes (+ 3 %) bio pour la période estivale 2017. Il n'empêche, l'UFC-Que choisir estime que remplir son panier de fruits et de légumes bio coûte 79 % plus cher qu'avec leurs équivalents conventionnels.

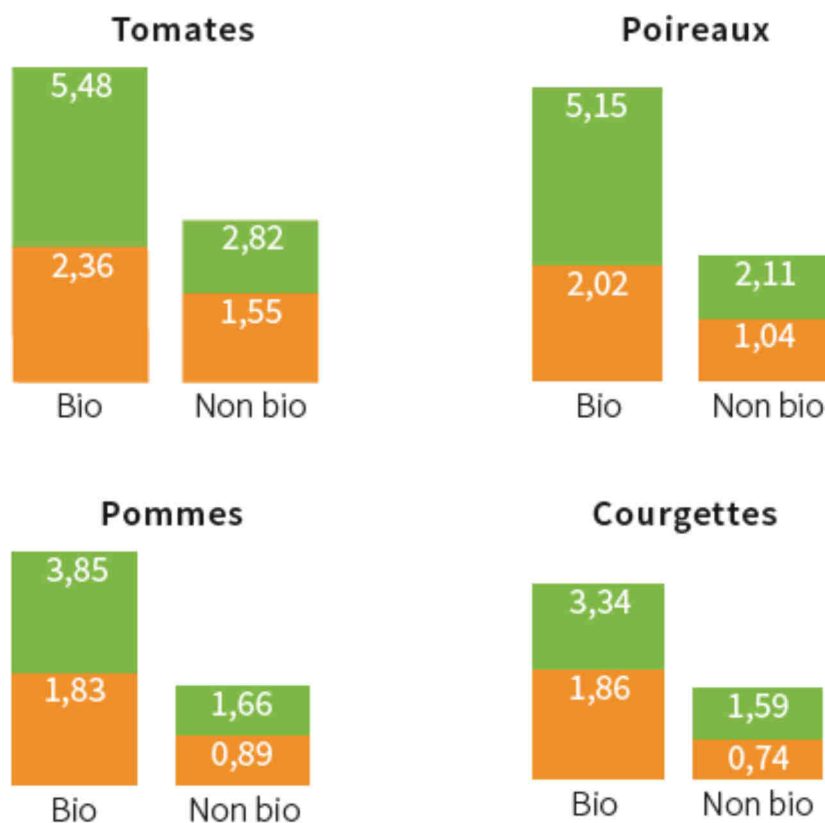
Mais l'association montre que 46 % de ce surcoût est dû aux marges de la grande distribution. La moitié restante est liée à la spécificité de l'agriculture biologique, dont les rendements sont moindres et le besoin de main-d'œuvre plus important. Un surcoût justifié que les agriculteurs bio souhaitent défendre. Avec la crainte que la guerre des prix que se livrent les enseignes ne vienne bousculer le jeu.

Lire aussi : Les ventes de produits bio augmentent fortement en France ([/economie/article/2016/05/25/les-ventes-de-produits-bio-augmentent-fortement-en-france_4926201_3234.html](http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2016/05/25/les-ventes-de-produits-bio-augmentent-fortement-en-france_4926201_3234.html))

Alors qu'ont commencé mardi 29 août les premiers ateliers des états généraux de l'alimentation voulus par le président de la République Emmanuel Macron, M. Bazot souhaite interpeller les acteurs : « *Nous demandons à l'Observatoire de la formation des prix et des marges d'étudier la construction des prix des produits bio dans la grande distribution et de faire la transparence sur les marges nettes. Si les marges étaient normales, cela favoriserait la consommation du bio* », déclare-t-il. Un Observatoire dirigé par Philippe Chalmin, dont le mandat de président vient d'être renouvelé par le ministre de l'agriculture, Stéphane Travert.

PRIX DE VENTE HORS TAXES, EN €/KG

■ Prix producteur

■ Prix en rayon


SOURCE : UFC-QUE CHOISIR INFOGRAPHIE LE MONDE

Infographie Le Monde

Le gouvernement souhaite un fonds privé pour l'agriculture biologique

Le ministre de l'agriculture, Stéphane Travert, a déclaré mardi 29 août qu'il souhaitait la création d'un fonds privé d'aide à « *des filières bio qui sont plus en difficulté ou ont besoin d'être accompagnées pour continuer à investir et occuper des places de marché.* » « *Ça peut être par exemple le fait qu'un industriel ou un distributeur puisse un temps donné rogner sur une partie de sa marge pour créer ce fonds spécifique qui serait ensuite redistribué par un acteur public* », a-t-il ajouté sur la radio RTL (<http://www.rtl.fr/actu/societe-faits-divers/vers-la-creation-d-un-fonds-prive-pour-l-agriculture-biologique-7789870103>) .